



Manifestants au Liban et en Irak: les États-Unis, Israël et l'Arabie saoudite en ont assez de l'Iran (1/4)

Par [Elijah J. Magnier](#)

Mondialisation.ca, 08 novembre 2019

ejmagnier.com 7 novembre 2019

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

Les États-Unis d'Amérique, Israël et l'Arabie saoudite en ont marre de l'Iran et de ses alliés au Moyen-Orient. Mais malgré la guerre menée contre la Syrie et le Hezbollah au Liban, l'invitation au gouvernement irakien à affaiblir al-Hashd al-Shaabi, la tentative de soumettre Gaza et de réprimer les Houthis au Yémen, il n'a pas été possible de rompre les puissantes alliances iraniennes à travers le Moyen-Orient. De plus, grâce à des élections démocratiques, les alliés de l'Iran au Liban et en Irak ont réussi à faire partie du Parlement et à avoir des ministres dans les cabinets des pays respectifs. De plus, en Syrie, le puissant allié de l'Iran, le président Bachar al-Assad, continue de diriger le pays malgré des années de guerre et les tentatives, par le biais d'interventions étrangères et nationales, de renverser du pouvoir. Mais les manifestations civiles – avec des revendications légitimes contre la corruption et la mauvaise gestion de la richesse par l'élite en Irak et au Liban au fil des années – provoquent des ravages dans ces pays, ébranlant la stabilité et mettant ainsi l'Iran et ses alliés en alerte. *L'Axe de la Résistance* organise régulièrement des réunions pour évaluer la situation, les menaces éventuelles et le degré d'implication des puissances étrangères dans les rues pour tenter de réduire l'Axe.

Au Liban, après deux semaines de manifestations couvrant l'ensemble du pays, le Premier ministre libanais Saad Hariri a proposé sa démission et est devenu un tuteur, dirigeant un cabinet également démissionnaire. Cette action a calmé les manifestants pendant quelques jours, mais il n'est pas certain que cela satisfasse les jeunes Libanais sans emploi et affamés, ainsi que ceux qui luttent contre la corruption. Ils s'attendent à ce que leurs revendications soient également prises en compte à moyen et long terme. Dans le même temps, il faut tenir compte de l'escalade de la dette nationale.

Il n'est pas clair qu'un nouveau gouvernement se formera ce mois-ci, ni même dans les mois à venir. Hariri a discuté de ses plans avec les principaux partis politiques, affirmant sa volonté de former un cabinet de technocrates. Son but est de répondre à certaines des demandes des manifestants, mais également de renvoyer le puissant membre chrétien du Parlement (MP) et ministre des Affaires étrangères, Gebran Bassil, à la tête du plus grand groupe de députés du pays. La demande de Hariri a été contestée car *"un chef politique – Hariri dirige un grand parti – ne peut diriger un cabinet non politique sans un gouverneur mixte composé d'hommes politiques et de technocrates qualifiés"*. Par exemple, d'autres options ont été avancées pour demander à Hariri de former un gouvernement politico-technocrate pour sortir le pays de l'impasse actuelle.

Les complications nationales et internationales sont énormes et affectent de manière cruciale le succès ou l'échec de tout futur gouvernement libanais. L'administration américaine en particulier – comme annoncé par le département d'État – attend, au coin de la rue, de pouvoir imposer de nouvelles sanctions au Liban et en particulier aux alliés du Hezbollah. Bassil, gendre du Président et puissant allié du Hezbollah, est considéré par le Département d'État américain comme *persona non grata* en raison de son soutien explicite à l'ennemi déclaré de Washington, le Hezbollah, un groupe politique chiite, qui a noué une alliance avec le groupe politique chrétien le plus puissant du pays. Cette alliance inquiète énormément tous les ennemis du Hezbollah car elle confère à l'allié iranien une dimension non sectaire et un soutien international via les chrétiens du Liban. Les États-Unis se retrouvent avec un petit allié chrétien, Samir Geagea, qui était il y a quelques années l'allié le plus proche d'Israël et qui est devenu le plus cher partisan de l'Arabie saoudite. Les hommes de Geagea sont dispersés dans les rues du Liban, empêchant les civils d'accéder à leurs affaires et demandant au Hezbollah de déposer les armes.

Cela pousse le Hezbollah à tenir ses alliés proches proche de lui, partageant avec eux un destin commun et consolidant son emprise nationale sur l'arène politique du pays. Par conséquent, la question à clarifier ici est de savoir si l'avenir promet un gouvernement prospère ou – ce qui est le plus probable – un vide politique.

De manière générale, les critiques les plus sévères à l'égard du Hezbollah, allié de l'Iran au Liban, et de son corps armé le plus puissant viennent des médias grand public, qui trouvent apparemment intéressant d'associer l'Iran et ses alliés à chaque événement. En réalité, très peu de voix, dans les rues du Liban, se font entendre contre le Hezbollah. Celles-ci proviennent principalement de régions sous le contrôle du dirigeant des «*Forces libanaises*», Samir Geagea, qui émarge sur les feuilles de paie des États-Unis et de l'Arabie saoudite avec pour objectif clair de renforcer son image. Les ministres de Geagea ont offert leur démission dès le premier jour des manifestations pour se démarquer du gouvernement auquel ils appartenaient ces dernières années. Il a été le seul à quitter le cabinet. Ses hommes ferment les rues sur des sections importantes des principales routes dans les zones à prédominance chrétienne pour améliorer ses conditions de négociation dans tout futur cabinet.

Ce qui est inhabituel, c'est le rôle de l'armée libanaise et de son commandant en chef, le général Josef Aoun, parent du président actuel Michel Aoun. En fait, l'armée est régie par le code d'urgence n ° 3, ce qui lui permet d'intervenir pour protéger le pays contre les menaces internes et externes. Des sources au sein du commandement militaire ont déclaré :

“Le général Aoun subit la pression des États-Unis qui l'ont invité à ne pas utiliser l'armée contre les manifestants, même si ceux-ci ferment les routes principales qui relient tout le pays du sud au nord et à l'est. Des délégations de l'ambassade des États-Unis se sont rendues régulièrement auprès du général pour s'assurer que le pays était 'sous le contrôle des manifestants' plutôt que sous celui des forces de sécurité. Le comportement du chef de l'armée gêne le président, un allié du Hezbollah, dans le but de montrer que le mandat du président est instable en raison de ses choix politiques et de son lien avec le Hezbollah, ce qui devrait permettre au commandant du chef de l'armée de devenir président. A l'avenir”.

Des sources bien informées à Beyrouth estiment que la fermeture de la route reliant le sud

du Liban à Beyrouth et la vallée de la Bekaa et Beyrouth – fiefs de chiites – ne constitue pas un geste innocent. Le but est d’amener le Hezbollah dans les rues et de déclencher une nouvelle guerre civile dans le pays, le déstabilisant pour les années à venir.

Le Hezbollah semble très conscient de ce plan et de son potentiel négatif.

Elijah J. Magnier

Traduit de l’anglais par jj Gabriel.

Deuxième partie :



[Manifestants au Liban et en Irak: les États-Unis, Israël et l’Arabie saoudite en ont assez de l’Iran \(2/4\)](#)

Troisième partie :



[Manifestants au Liban et en Irak: les États-Unis, Israël et l’Arabie saoudite en ont assez de l’Iran \(3/4\)](#)



[Manifestants au Liban et en Irak: les États-Unis, Israël et l’Arabie saoudite en ont assez de l’Iran \(4/4\)](#)

La source originale de cet article est ejmagnier.com
Copyright © Elijah J. Magnier, ejmagnier.com, 2019

Articles Par : Elijah J. Magnier

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits

d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca